CADEAUX POUR FETES gues. - Glaces LITERIES MATELAS

Immense choix. Bas prix 179, Rue de Lannoy, et

98, Coin rue Saint-Jean

ABONNEMENTS...... | Nord et limitropnes....... France et Belgique...... Etranger: Tarif A — Tarif B

REDACTION.....

D'UNE QUALITE MAISON : PAPILLON-BONTE dépositaire . exclusive

UN SOULIER

Pour l'achèvement des grands monuments aux morts glorieux

Les quatre grands monuments du front Douaumont, Dormans, Lorette, Hartmannswillerkopf restent inachevés.

Malgré les efforts des Comités, malgré le souscriptions reçues, il est impossible de terminer les travaux nécessaires pour que les Grands Morts de la Guerre sient enfin une sépulture digne d'eux.

Le Gouvernement s'est ému de cette situa tion et, pour y, mettre fin, il a autorisé les représentants des quatre Comités à organiser des Journées nationales pour la vente d'insi gnes sur la voie publique.

La tâche est difficile. Il faut cinq millione

pour achever les monuments. La France ne peut les refuser.

Déjà des Comités sont constitués dans tous les arrondissements de Paris. Dans tous les départements, sur l'initiative des préfets, ont été organisés des Comités d'action. Les grandes Associations, la Confédération nationale des Anciens Combettuntes des trois Croix Rouge, les trois groupements de Boys-Scouts ant donné leur concours. Un grand mouve ment de solidarité nationale se prépare. Le pays tout entier va remplir envers les mort un devoir sacré.

Pas un Français ne restera insensible notre appel. Nous voulons que les héros dont le sacrifice a sauvé notre pays soient honorés comme ils le méritent.

Le 14 juillet prochain, c'est le dixième anniversaire de la Fête de la Victoire. Il faut que ce jour-là, tandis que se ravivera le sou-venir de la matinée d'apothéose où les vainqueurs passaient sous l'Arc de l'Etoile, nous pensions unanimement à ceux qui sont tombés sans avoir connu la joie du triomphe, à ceux dont les ossements jalonnent la voie sacrée des tranchées de la mer aux Vosges, à ceux de la Somme, de la Marne, de Verdun, de l'Hartmannswillerkopf.

Ce ne sera pas en vain que l'on suscitera dans cette grande nation française une telle émotion et une telle piété. Personne ne refusera son obole à l'Œuvre des Monuments du

Puisse la journée du 14 juillet être la jour-née qui libérera de leurs soucis matériels les Comités des Grands Monuemnts et assurera à nos héros les tombes où ils dormiront de leur

La médaille d'or des hôpitaux



M¹¹⁰ LEBLANC

première jeune fille à qui vient d'être attribuée la médaille d'or de l'internat de pharmacie

LE GOUVERNEMENT S'OPPOSERA A L'EXTENSION DU PROJET D'AMNISTIE

Paris, 11 juillet. — Les membres du gou-vernement se sont réunis ce matin en Conseil de Cabinet, au ministère des Finances, sous la présidence de M. Poincaré. Les ministres se sont entretpaus du débal ani doit s'ouvrir cet après-midi devant le

Les ministres se sont entretenus du débat qui doit s'ouvrir cet après-midi devant la Chambae. La suite de la séance a été consacrée à l'expédition des affaires courantes. Saivant les renseignements que nous avons pu recueillir à la sortie du Conseil de Cabinet, les ministres ont procédé ce matin à un échange de vues sur les modifications apportées par la Commission de l'ágislation civile et criminelle au projet de loi d'amnistie récemment déposé par le gouvernement.

Le gouvernement a décidé de maintenir intégralement le texte qu'il a déposé et de s'opposer par la question de confiance à toute reodification.

LA BEATIFICATION DE PIE X

Le « Giornale d'Italia » croit savoir que la cause de béatification de Pie X a été déjà introduite près de la congrégation des rites.

PLUS DE DEUX CENTS HEURES DE VOL Culver-City, 11 juillet. — Les aviateurs Mendell et Reinhart ont maintenant tenu l'air pendant plus de 200 heures, à bord du « Langcieno » et ils ont laissé tomber une note annonçant leur intention de voler aussi longtemps qu'ils le pourront.

BILLET PARISIEN

L'exposé présidentiel

(D'UN RÉDACTEUR SPÉGIAL)

PARIS, 11 JUILLET (Minuit). La première séance consacrée au problème de

dettes interalliées a été prise tout entière par un magistral discours de M. Poincaré. A vrai dire, les explications qu'il avait déjà données devant les commissions compétentes suffisaient amplement à éclairer la religion des parlementaires qui avaient neur de l'entendre : mais les autres avaient droit, eux aussi, de conngitre les raisons militant en faveur de la ratification. Ils ont eu aujourd'hui le spectacle émouvant d'un chef de Gouvernement, inspiré par le plus

incontestable patriolisme, et ne se décidant à la ratification que parce qu'il l'estime, après mûre réflexion, préférable à toute autre attitude qui ferait courir à la France les plus graves dangers Tous ces derniers temps, les adversaires du Gou-vernement se livraient au jeu facile consistant à opposer M. Poincaré à certains des chefs de la opposer la. Toucare a certains acs chets ac ta majorité qui, avec une égale bonne foi, n'ont cessé de mener campagne contre la ratification des accords de Washington et de Londres, au moins sous leur forme actuelle Pour qui a entendu les explications données aujourd'hui par le Président du Conseil, il n'est pas possible de douter que M. Poincaré soit ratificateur par raison et non par sentiment. L'injustice dont souffre la conscience nationale est ressentie par M. Poincaré peut-être lus vivement que par quiconque; telle est, du noins, l'impression que dégageait l'exposé présidentiel qui se poursuivra demain.

Au surplus, cette majorité qui, jusqu'à présent toujours été fidèle au Gouvernement, est-elle rmement décidée à ne pas le suivre dans cette délicate affaire d'où, somme toute, découle toute notre politique extérieure? La résolution prise hier par le groupe de l'Union républicaine démocratique démontrait déjà aux socialistes et à leurs alliés qu'ils auraient tort de fonder de grands espoirs sur une scission de la majorité. M. Louis Marin a parlé aujourd'hui en son nom personnel et non au nom de son parti. Cette décision, significative des nientions de l'aile droite de l'assemblée, n'aura peut-être que renforcé le discours de M. Poincaré. Les prochaines séances domeront lieu à bien des manacupres. La grande bataille aura lieu entre l'opposition (ou du moins la partie militante de l'opposition), notamment sur les motions tendant à joindre dans une seule et même loi l'autorisation de ratifier et les réserves de notre pays. Mais dans l'opposition même, on ne croit plus guère à la vic-toire. La ratification est un pis-aller, mais un pis-aller que la Chambre préfère encore à une poli-

M. Briand proposerait la fondation des Etats-Unia d'Europe

Si l'on en croit certains bruits, M. Briand scrait à la veille de prendre une grande initiative. Il ne penserait à l'en moins qu'à la fondation des Etais-Unis d'Europe. Les Etais-Unis d'Europe? Mais à quoi travaille l'établissement genevois, sinon à réuliser ce système? Et si l'établissement genevois n'y réussit pas, s'il échoue dans son effort (par exemple lors du fameur protocole de 1924), pourquoi une conférence spéciale, convoqués sur la demande du ministre français des Affaires étrangères, y connaîtrait-elle meit leure fortune?

La vérité est que M. Briand voit se rapprocher les lourdes échéances de sa politique de Locarno et de Thoiry. L'évacuation d'abord, ensuite une terrible offensive contre l'armée française et, sous prétexte du droit des minorités, contre les alliés de la France dans l'Europe centrale et l'Europe oriental? Pour conjuer tant de périls, il ne peut même pas compter sur l'appui de l'Angleterre qu'il surétandit se ménager en signant les fruitifs. Si l'on en croit certains bruits, M. Briand

Pour conduct and to perform, in me peta members pas compter sur l'appui de l'Angleterre qu'il prétendit se ménager en signant les traités du 16 octobre 1925. Voulant éluder les difficultés qui l'attendent, il trouve habile de surenchérir sur l'internationalisme de Genève de Londres. En tout cas, il espère susciter France, une vague démagogique canable a France, une vague demagogique canadie le secourir. Ce que nous serons forcés de der en exécution des engagements souscrits ar M. Briand sera baptisé sacrifice consenti i plus noble idéal. Nos associés de Varsovi, rague, etc., affaiblis par le fléchissement la politique française, recevront le conseil et trouver espérance et réconfort dans le occessus de fusion européenne.

Au milieu : M. NIERMANS,

M. Poincaré demande à la Chambre Demuysère, du Vélo-Club Tourquennois la ratification pure et simple des accords sur les dettes

IL POURSUIVRA AUJOURD'HUI SON EXPOSÉ

Paris, 11 juillet. — M. F. Bouisson ouvre séance à 15 h. 05, devant 350 députés

1 séance à 15 h. 05, devant 350 députés aviron.

L'ordre du jour appelle la discussion du rojet approuvant l'accord conclu à Washington, le 29 avil 1926, pour le remboursement le la dette de la France envers les Elats-Lis d'Amérique et du projet de loi analogue, chaif aux dettes envers la Grande-Bretagne.

M. Poincaré, toujours très simple, vêtu l'un complet gris, monte à la tribune et commence aussitôt son exposé.

Le président du Consell rappelle dans icelles conditions il est revenu au pouvoir — Je dois, dit-il, déclarer que nous ne abandonnerous que si le plus grand nombre l'entre vous nous font un devoir de nous en lécharger. (Applaudissements centre, divers sens)

benes).

» Je n'ai pas cherché cette mission et si je n'avais écouté que mes goâts et mes intérêts, je ne l'aurais pas acceptée. Mais elle est claire, nette, catégorique. Rien ne re'empéchera de l'accomplir jusqu'au bout. (Applaudissements).

La ratification des accords et non des dettes

M. Poincaré fait une courte allusion aux protestations des anciens combattants contra la ratification « des dettes ». C'est que les auciens combattants sont insuffisamment instruits. Il faut envisager les choses avec la froide raison. Il ne faut pas commettre la faute de parler de la ratification des dettes. Il ne s'agit que de la ratification des accords. Les dettes sont en effet, depuis longtemps reconnues et par avance ratifiées. Ce qu'il y a lieu d'approuver, ce ne sont pas nos obligations, elles sont indéniables. Ce sont les accords qui nous ont donné des délais et ont réduit les intérêts,

« Nous pouvons trouver que ces accords r'ont pas été assez avantageux. Nous pouvons, notamment, regretter l'absence d'une clause de sauvegarde et d'antres lacunes. J'ei moi-méme signafé ces défectuosités. Malteureusement, les faits sont là. Ils démontrent que ces regrets sont superflus, » (Mouve ments divers à gauche).

La clause de sauvegarde

La clause de sauvegarde

M. Poincaré continue sa démonstration «Depuis six ans, des tentatives ont été faites peur obtenir des améliorations aux accords. notamment en ce qui concerne la clause de sauvegarde. Nous nous sommes heurtés à un refus formel. Nos créanicers nous ent, eu efict, imposé des aggravations.

a. Es .ce. qui concerne le taux d'intérêt, nous sommes la nation: la plus favorisée. (Murmures). Pour l'absence de clause de sauvegarde, nous sommes dans la situation de toutes, de toutes, souligne M. Poincaré, les nations débitrices.

» Il vient de se produire un fait nouveau une liaison de fait, sinon une liaison de droit a été établie entre les réparations et les dettes interalliées. Elles sont devenues insé-

Le plan Young

» Si le plan Young est accepté par les cuvernements intéressés, s'il entre en ;, et un les paiements de l'Allemagne front régralement à l'Amérique par les soins de a Banque internationale et ainsi le contact rmanent sera établi entre nos créanciers nos débiteurs.

» J'espère que le plan Young sera appli-

» J'espère que le pian Young sera appujué. Je ne doute pas qu'il le sera avec le
concours de l'Amérique, »

M. Poincaré relève vivement l'attitude de
retux des députés qui paraissent vouloir nier
l'évidence. « Les elliés ne comprendraient
pas, en vérité, notre conduite si nous ne
retifilons pas les accords. Les Anglais nous
cappelleraient qu'ils sont également nos
répanciers.

» Les Allemands seraient en droit de dire qu'il y a un fait πουνεαυ. (Mouvements divers). Si nous refusons d'envisager les

divers). Si nous refusons d'envisager les engagements de longue durée, ils se croiront autorisés à agir de même, » Le président du Consell prend la Chambre à témoin de la logique de son raisonnement, puisque les alliés avaient obtenu de l'Alle-

puisque les alliés avaient obtenu de l'Alle-magne un plan Dawes sans fixation de date. (Protestations à gauche).

« Ici, le suis en face des représentants du pays, J'ai donc le devoir de faire cesser les nuslentendus. Si demain nous nous adressons b, l'Allemagne pour souscrire à des engage-ments pendant solxante ans, l'Allemagne-peurrait nous répondre: « Non, vous n'avez pas ratifié! » (Applaudissements à droite et en ceutre).

an centre).

Le président du Conseil souligne que si la France ne croît pas s'engager vis-à-vis de l'Amérique, les Allemands ne s'engageront plus. (Protestations; applaudissements à droite).

s, qui a obtenu le grand prix de Rome; M. Grange (à gauche) et M. Hu.t., premier et deuxième seconds grands prix (Photo B. Monuel.)

M. Poincaré rappelle l'œuvre des experts et souligne les difficultés qui surgiraient pour la France, si elle répudiait ses dettes.

Les réserves

M. Poincaré s'élève contre l'inclusion de réserves dans l'acte de ratification.

« Ce n'est pas l'idée des réserves que j'ai déclarée inacceptable, mais leur incorporation dans le texte diplomatique. Il y a très longtemps que les gouvernements anglais et américain ont dit à nos représentants qu'ils étaient tentés de ne pas accepter ces réserves. Ceux qui reconnaissaient la nécessité de retifier, ne doivent pas se laisser entrainer à adopter des motions inacceptables pour nos créanclers.

» Si on veut renverser le gouvernement, qu'on cherche une autre occasion, mais qu'on n'écrase pas la ratification, sous les débrie du Cabinet.» (Applaudissements).

M. Poincaré demande la ratification

M. Poincaré demande la ratification

M. Poincaré attire l'attention des adversoires du Cabinet sur les difficultés que rencontrerait un Cabinet, quelle que soit sa composition, qui viendrait au pouvoir après
l'adoption par la Chambre de la formule proposée par la Commission. Le paiement même
de l'échéance des stocks du 1º août ne résoudiait rien et le gouvernement se trouverait
dans une impasse. « Quelle figure ferait-il
aux prochaines conférences internationales?»
demande M. Poincaré.
M. Peincaré démontre le danger de pro-

M. Poincaré démontre le danger de pro-céder autrement que par la ratification pure

Les avances américaines à la France

La Chambre écoute avec attention l'exposé urement technique du président du Consei, curré de chiffres et de faits. C'est seulement

beurré de chiffres et de faits. C'est seulement après l'entrée en guerre des États-Unis, à la suite de la guerre sous-marine allemande, que le gouvernement américain consentit des avances à la France.

M. L. Marin était rapporteur et il n'y eut, à cette époque, aucune voix, pour contester que ces avances étalent indispensables.

M. L. Marin, — Dès ce momeut-là, nous avons été pluiseurs à demander que l'on préparât une répartition équitable des charges de la guerre, proportionnellement aux sacrifices de chacun. Ce fut même l'objet d'une motion de M. Vincent-Auriol.

M. Poiscaré. — Bien entendu, ces efforts ont été faits. Ils n'ont pas complètement abunt.

M. L. Marin. — Si ces efforts avajent ets

outsuivis avec pius d'énergie, ils auraient tonné des résultats plus satisfalsants.

M. Poincaré. — L'Amérique a toujours outenu que la réduction consentie pour les néfrèts équivalait à un abandon d'une partie les dattes

Interest equivalant à un abandon d'une partie des dettes.

M. Poincaré cite un rapport dans lequel M. Louis Marin était intervenu pour availser les dettes. M. Poincaré souligne les affirmations de M. Louis Marin qui disait alors que notre force de reconstitution ne permettair pas de nous libérer. (Mouvements sur tous les bancs).

M. Louis-Marin. — Cette démonstration une rous feites presupe le l'is lamsis auté.

M. Louis-Marin. — Cette demonstration que vous faites, personne ne l'a jamais niée. Nous n'avons jamais nié que, pendant la guerre les alliés u alen apporté chacun leu effort. Mais ce que nous voulons, c'est que les charges soient équitablement réparties. M. Poincaré. — Le traité de Versailles ayant été ratifié, il est vain de protester maintenant.

M. Poincaré. — Le traité de Versailles ayant été ratifé, l est vain de protester maintenant.

M. Poincaré insiste sur le caractère juridique des obligations remises par la France au Trésor américain. Ces obligations avaient l'umême valeur que des Bons du Trésor français, Lorsque ceux des Français qui combattent la ratification, connaîtront le caractère de ces obligations, leur honnéreté se révoltera à l'idée de nier ces obligations.

M. Louis Marin. — Personne ne les nied. M. Poincaré. — Je parle sans passion, Juna comprendrais pas que sur un tel sujer, on parle avec passion. C'est sans passion, sans aucun enthouslasme que je soutlens la thèse que je suis objigé par devoir, de soutenir. Je suis convaîncu que si une autre théorie triomphait, la France se trouverait dans la plus terrible situation. (Applaudissements au centre et sur divers bancs).

M. Poincaré. — Pour le moment nous sommes encore sous le régime des certificats, au porteur jusqu'au jour de la ratification. Je connaîs trop l'amitié de l'Amérique pour la France, pour craindre qu'elle use de ses certificats. Il a semblé recretable au peuple

la France, pour craindre qu'elle use de ses certificats. Il a semblé regrettable, au peuple français, qu'on ne tienne pas un compte plus large des sacritices consentis par lui à la cause commune. Ces considérations de justice n'empêchent pas que nous n'eussions pris des engagements conservés dans les Calsses de la Trésorerle américaine. Malgré la profonde et indestructible amitié des deux LES GRANDS PRIX DE ROME D'ARCHITECTURE Républiques, nous n'avons pas sur toutes choses la même manière de penser et de sentir.

La meilleure solution

M. Poincaré rappelle l'achat des stocks M. Poincaré rappelle l'achat des stocks américains. La preuve que l'opération des stocks n'a pas été bonne pour la France, c'est que la vente de ces stocks n'a produit que 3 milliards 200 millions 56 centimes (Rires) et nous sommes en présence de l'échéauce de 10 milliards prévus dans l'accord de 1910. Nous afons demandé inutilement un délai nouveau. L'échéance est là, à moins que

nous ne ratifiions.

Nous avons à rechercher la meilleure des

deux solutions: payer à l'échéance et ne pas ratifier les accords ou ratifier les accords, ce qui supprime cette échéance.

M. Poincaré rappelle les vains efforts pour faire réviser notre dette et les marchés de guerre. Un intendant a évalué à plus d'un n.illiard de dollars les bénéfices excessifs des Américaire aux les merchés de guerre. Mais Américains sur les marchés de guerre, Mais le Parlement français ne pouvait pas légi-férer sur des marchés à l'étranger. Les chiffres sont brutaux, mais ils restent ce qu'ils sont. Le Trésor américain a toujours considéré ces sommes non comme des subsides, mais comme des avances remboursables, comme de simples prêts. L'Amérique a tou-jours refusé de consentir un abattement sur

gagne brillamment l'étape Luchon-Perpignan

Un coup de théâtre : Fontan, ayant une roue brisée, abandonne et Dewaele est maintenant en tête du classement général



FONTAN (à gauche), qui a abandonné, et CARDONA, le vainqueur de la 9º étape (Photo Meurisse.)

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas! Arant-hier, mercredi, nous avions le grand plus. Mais avec semblable monture il ne pour plaisir de relater le magnifique succès remporté par notre compatriote Fontan, dont la brillante tenue dans la plus pénible étape pyrénéenne, lui avait valu d'occuper la première place du classement général. Déju, nous manifestions notre optimisme, et nous écrivoins entre autres phrases: a Etant donné sa forme actuelle (nous parlions de Fontan), le Baseve doit encore augmenter son avance au control de 85-Girons, encouragèrent le vail-caux des prochaines êtapes l'n ours des prochaines étapes!» Hélas! il ne reste plus rien de ces prévi

Helas I il ne reste plus rien de ces provi-sions I le sympathique et valeuveux routier a été contraint d'abandonner, pendant l'étaps Luchon-Perpignan, disputée hier. Fontan, vic-time d'un accident supide, vit ainsi s'envoler tous ses espoirs. Quelques kilomètres après le nart, il brisa une de ses roues. Le Basque, très affecté par ce méchant coup

du sort — on le serait à moins — trouva un rélo de rechange, qui ne convenait pas du tout, parese que n'étant pas à sa -taille et béaucoup trop lourd. Il dut s'en contenet deaucoup trop lourd. Il did sen conten-ter néanmoins et courageusennent il se mit à la poursuite des autres concurrents, qui, au courant de cet accident metaient les bouchées doubles: L'allure devint soudainement très ra-pide, et les a géants » roulèrent un tel train, qu'ils atteignirent St-Girons, distant de Sc kms de Luchon, à 6 h. 50, soit avec 31 minu-tes d'avance sur l'horaire prévu. Derrière, le pauvre l'ontan, admirable d'éner-



le vainqueur de l'étape Luchon-Perpignan

M. Henri Haye. - Pourquoi M. Stimson

Saluons maintenant la victoire d'un des représentants du Vélo-Clib Tourquennois, Demunsère à brillamment triomphé dans deste primile chape qui retie Luchon à l'erpianan. Demunsère est sans vontesta la révêtation de la suison. Il se signala déjà dans la course Boyleaus Paris, où malgré une série de cretuisme et une chule, il se classe brillant troisime. Dans le Tour de l'iance, il se comporte magnifiquement, et chaque étape nuns apporte un nouveau lémoinnaire de ses moners extraordinaires et de son cras remarquable.

controle de St-Girons, encouragerent le vali-iant athlète, qui dans un mouvement de splen-dide réaction, repartit à l'asant des hauts cols. Sa belle ardeur ne devait pas trouver une juste récomnense. Devant, l'on fonçait toujours plus vite, et le pauvre Fon-tan, voyait son retard augmenter sans cesse, L'inévitable défaillance devait se produire.

tant vigg, qu'il u. Lilametres a couveric Li Fontan de participan

Silamètres à courre. Le fondant abandenner.

L'idole d'hier, devenait subitement un objet de compassais. Le torse monté du prestigieur maillot jaune. Fontan prit place dans une voiture de suiveurs, et c'en était fini de son rève. Il gagnerait, non pas le Parc des Princes, sous les applaudissements d'une fouls enthousisate, mais tout simplement sa bonne ville de Pau, où il réside habitnellement.

Dès que nous eimes affiché cette nouvelle d nos virines, elle se répandit comme une trainée de poudre. Les nombreux amateurs qui se trouvaient devant nos bureaux commentaient amérement cet abandon. Fontan était en effet un couveur très estimie, et son succès fina enfet un caureur très estimie, et son succès fina durait été très applaudi. La fatalité a vouln qu'il en fit outrement.

ne cran remarquaote.

Demuysère a droit aux félicitations les plus
cives, et s'il peut terminer la vaste boucle, les
sportsmens régionaux lui réserveront une cha-Dewaele a pris la troisième piace et l'aban

de de la pris di trosseme piace et addi-den de Fontas, lui permet de figure en tête da ciussement général. Pour la deuxième fois beuaele portera le maillot jaune et nous lui sonhaitons de tout cœur de le conserver. Il est en tout cas, la arande vedette actuelle du XXIII* Tour de France, d'antant plus que Frantz a perdu encore hier un temps précieux, qui compromet sérieusement ses chances dans le succès final. Le grand u Nick » ne sérait-il plus le conreur femeux des dernières années !

La itt étane Luchan-Perniquen fut menée

le principal, Seul le taux de l'interet a cteréstii.

M. Henri Haye. — Pourquoi M. Stimson a-t-il alors prétend que l'Amérique avait fait remise de 53 % de la dette de la France.

M. Poincaré. — La question servira de sujet de concours pour un prochain examen de certificat d'études primaires, (Rires). La Commission nunéricaine des dettes a maia tenu le principe du paiement intégral du principal et de l'amortissement du capital, mais par le jeu de l'intérêt l'Amérique a tenu compte de la capacité de paiement. Volla une thèse très claire. Ou peut la discuter mais elle est mathématique.

La Belgique elle-même qui ent le mieux mérité une situation privilégiée (Vifs applaudissements) et à luquelle la France et la Grande-Bretagne ont fait remise de la dette d'avant l'Armistice, a dû accepter d'amortir a totalité du capital. Elle a seulement obtenu la suppression de l'intérêt.

On prétend que c'est mettre sur le dos des générations futures des charges excessives. C'est pourtant une semblable opération qui a tét frès profitable pour la France, quand il s'est agi de transformer la dette flottante, en dette à long terme. D'abord notre dette ne duit porter aucun intérêt jusqu'au 15 janvier 1930. A partir du 15 janvier 1930, A partir du 15 janvier 1930, Jusqu'au 15 janvier 1940, elle portera intérêt de 1 %, de 1940 à 1950 2 %, de 1950 à 1958 2 ½ %. de 1958 à 1965 3 ½ %.

M. Poincaré explique le système d'amortisement de notre dette. Tout se passera comme si l'Amérique qui a refusé la réduction de capital, l'avait consentle. (Rires et applaudissements). C'est ce qui explique la déclaration de M. Stimson.

La suite du discourse du président du Conseil est renvoyée à deman matin. La it' étape Luchon-Perpignun fut menée à un révitable train denfer, contrairement à co qui s'étatt généralement passé jusqu'été. En efet, après Bayonne-Luchon on prévouait pour la course d'inire, une allure plutôt calme. Lu contraire, Luchon-Perpignan, présenta un caractère mouvementé et fut saus conteste, lune des courses les plus acharnées, qu'il ait été donné de suivre dans un Tour de France. Le signal de l'offensive fut donné par Delannoy et Bouillet, qui dès le début partirent a lond de train et prirent ainsi une avance assez appréciuble. C'est à une dizaine de kilomètres du départ que se produisit l'étébement qui devait provoquer l'abandon de Fondan. Le Basque brisa sa rous, et dut faire près d'un kilomètre à pied dans la muit pour rencontrer un cycliste, qui lui prêta un vieux vélo. Fontan changea peu après avec un autre cycliste, puis finalement ira dans un village coheter uns bicyclette de course, digne d'una telle épreuve. Toutes ces opérations lui feront perdre environ une heure.

Le premier col, celui de Portet est franchi allégrement, et les coureurs passent au somme dans l'ordres suivant : Delannoy, Aerts et Devacle, à 5 h. 59. Frants et le Cominois Demayaère à 46 accondes, Moineau à 52 secondes, Leducq, puse p'est févions, le premier poloton, composé de Frants, Demayaère, Moineau et Leducq, passe à 6 h. 48, Puis queste misser Leducq, passe à 6 h. 48, Puis queste misser.

Au controls de St-Geron, le premier pul-con, composé de Frantz, Demugeère, Moissan et Leducq, pause à 6 h. 48. Puis quatre mine tes plus tend, Bellanger, Delannoy, Pierre Mo-gne et Fournier passent à leur tour. Cas qua tre derniere parvinnent à rejolule le pulca-de tête, sur le plut et les fayaran qui com-

déciaration de M. Stimson. La suite du discours du président du Con-seil est renvoyée à démain matin. M. Poincaré est longuement applaudi aux presque tous les bancs, lorsqu'il quitte la tri-La séance est levée à 19 h. 10. Séance demain matin à 9 h. 30.